

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Nous envisagerons certaines mesures, et notamment une hausse du prix du pétrole à partir du 1^{er} juillet de cette année. A la suite de cette hausse, nous donnerions évidemment davantage aux producteurs afin qu'ils puissent intensifier la prospection et la mise en valeur des gisements pétroliers au Canada.

M. Ritchie: Le gouvernement insistera-t-il pour aligner le prix du pétrole sur les prix mondiaux le 1^{er} juillet?

M. Gillespie: Nous avons toujours dit clairement que le gouvernement voulait aligner notre prix sur les prix mondiaux. Que le député n'aille pas en déduire que nous comptons le faire d'un seul coup. Mon prédécesseur et moi-même avons toujours bien dit que ce relèvement serait progressif.

* * *

L'AGRICULTURE

LA RESTRICTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ET LE CAS DES CONTINGENTS PROVINCIAUX

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Elle a trait à la crise que traverse actuellement l'industrie laitière au Manitoba. De plus, le ministre a dit déjà qu'il faudra restreindre la production laitière à cause des excédents actuels et qu'aucune majoration des subventions n'est à envisager. Le ministre peut-il nous dire si, lors de la nouvelle répartition des contingents, on ne demandera pas aux provinces qui n'auront pas réalisé tout le pourcentage des ventes qui leur avait été attribué, d'accepter encore des réductions?

● (1450)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le ministère de l'Agriculture intervient très peu, sinon pas du tout, dans l'activité du comité qui fixe les contingents de commercialisation. Ce sont les membres du comité qui décident entre eux de la répartition des contingents.

* * *

[Français]

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

ON DEMANDE DE CLARIFIER LA PROCÉDURE D'APPEL DANS LE CAS DE LA SOCIÉTÉ IRVING

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre du Revenu.

Vendredi dernier, le ministre du Revenu a communiqué à la Chambre l'importante décision de condamner la société Irving Pulp and Paper à payer la somme de \$125,000 pour ne pas s'être pliée aux exigences de la Commission anti-inflation. Cependant, la procédure que devrait prendre la compagnie Irving Pulp and Paper pour aller en appel n'a pas pu être clarifiée ou clairement indiquée. Étant donné que cette importante question établira un précédent en la matière, le ministre peut-il maintenant donner des renseignements à la Chambre au sujet de la nature de cette

Questions orales

procédure possible et, en même temps, indiquer s'il y a des événements nouveaux dans cette matière?

[Traduction]

L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je pense que le ministre des Finances a traité à fond la question. Tout se résume à suivre les procédures exposées dans la loi, je ne pense donc pas qu'il m'appartienne, comme avocat ou comme ministre, de lui dire quelles procédures il y a lieu de suivre.

* * *

L'ÉNERGIE

LES ENDROITS DE LA RÉGION D'OTTAWA CONTAMINÉS PAR DES DÉCHETS RADIOACTIFS—DEMANDE DE RAPPORT

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources relativement à mes questions de la semaine dernière concernant le dépôt de substances radioactives dans la région de la capitale nationale. Le ministre avait répondu qu'il serait en mesure de présenter un rapport sur les endroits où se trouvent ses substances et les moyens de s'en débarrasser. Est-ce que le ministre a pu se renseigner? Est-il en mesure de nous présenter aujourd'hui son rapport?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je me suis occupé de la question, j'ai demandé au ministère la liste des divers endroits concernés dans la région d'Ottawa et dans le reste de l'Ontario. J'espère pouvoir publier cette liste vers la fin de la semaine.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa réponse. Lorsqu'il publiera cette liste va-t-il présenter une déclaration sur la façon de se débarrasser de ces substances, les méthodes utilisées, les critères à observer et sur les autres points importants de la question?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je veillerai à ce que cet aspect de la question soit traité.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LA POSSIBILITÉ DE FUSIONNEMENT DES BUREAUX DE MAIN-D'ŒUVRE CANADA ET DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration annoncera-t-il enfin cette année qu'on fusionnera les bureaux de Main-d'œuvre Canada et de l'assurance-chômage afin qu'on puisse mieux coordonner les activités de ceux qui savent où il y a du travail et de ceux qui sont en chômage?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je pense avoir répondu à une question presque identique posée par le collègue du député, il y a à peine quelques minutes.